

LES DROITS DE LA PERSONNE EN GUINÉE ÉQUATORIALE

ENJEU

La situation des droits de la personne en Guinée-Équatoriale continue de préoccuper le gouvernement canadien.

CONTEXTE

Il n'y a pas de syndicats indépendants et la presse d'opinion est muselée. Les Fangs monopolisent le pouvoir politique et économique au détriment des Bubis, des Ndowes et des Ibos. Le népotisme est la règle. La constitution reconnaît l'égalité des sexes mais le poids des traditions culturelles reléguant les femmes à l'arrière-plan se fait encore sentir. La violence faite aux femmes n'est pas réprimandée par le gouvernement. La population vit sous surveillance et le maintien au pouvoir du Président Obiang repose sur la Sécurité d'État (dont une garde présidentielle de 800 hommes dans l'enceinte du palais). La Guinée Équatoriale s'attire des dénonciations régulières de la part d'observateurs tels Amnistie Internationale ou les Nations Unies.

Les premières années qui ont suivi l'indépendance de la Guinée équatoriale (en octobre 1968) ont été dominées par un régime dictatorial qui a semé la terreur et la mort. La Guinée équatoriale a alors perdu presque un tiers de sa population. Plusieurs personnes, surtout des intellectuels, ont été supprimées ou sont disparues et des dizaines de milliers ont pris la voie de l'exil en Espagne, au Gabon (environ 50,000) et au Cameroun (30,000). Bien que le Chef d'état actuel, le Président Teodoro Obiang Nguema Mba Nzago, ait déclaré une amnistie générale à son arrivée au pouvoir en août 1979, entraînant le retour d'exil d'un bon nombre de réfugiés, les entorses aux droits de la personne (persécutions, arrestations non justifiées, exécutions sommaires, etc) et la corruption refirent bientôt leur apparition.

Le pluralisme politique, présent lors de l'accession à l'indépendance, a été mis à rude épreuve par la suite: les 3 partis formés en 1963 furent interdits par le régime de Macias Nguema en faveur d'un parti unique. Le Président Obiang forma lui aussi son parti unique, le PDGE, en 1987. Des élections eurent lieu en 1982, 1988 et 1989, plébiscitant le parti unique au pouvoir. L'opposition en exil créa le CCR en 1981. Le Président Obiang permit le multipartisme en janvier 1992, autorisant 13 autres partis, mais les mesures de répression à l'encontre des membres de l'opposition n'eurent de cesse.

Les premières élections pluralistes eurent lieu en 1993 dans un tel climat que près de la moitié des partis politiques légalement reconnus boycottèrent le scrutin par peur de fraude électorale et de répression. Pour une bonne partie de la communauté internationale, ce fut là un simulacre de démocratie. En avril 1995, Obiang fit emprisonner et condamner le chef du PPGE (le principal parti d'opposition), Severo Moto Nsa, ainsi que deux officiers, pour "tentative de coup d'État". Les accusations contre les trois hommes manquaient totalement de crédibilité et confirmait pour plusieurs la paranoïa d'un régime en repli sur lui-même. Il y eut volte-face en août 1995 lorsque Moto et 25 autres prisonniers d'opinion furent libérés. Des élections municipales multipartites eurent lieu en septembre 1995. Pour cette occasion,